

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4253

[C — 2002/29489]

28 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van artikel 14 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 oktober 1996 houdende regeling van de inrichting en de werking van de examencommissie voor universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 september 1994 betreffende de regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid op artikel 32, zoals gewijzigd bij de decreten van 25 juli 1996 en 14 juli 1997, en artikel 34;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 oktober 1996 houdende regeling van de inrichting en de werking van de examencommissie voor universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 14,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Model van diploma*

Artikel 1. De diploma's ter bekrachtiging van de academische graden toegewezen door de examencommissies van de Franse Gemeenschap dienen aan het als bijlage gevoegd model te voldoen.

Art. 2. Het slagen, vóór een Examencommissie van de Franse Gemeenschap, voor een intermediair studiejaar dat tot het toekennen van een academische graad leidt, wordt bekrachtigd door een getuigschrift van een gelijkaardig model.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking vanaf het academiejaar 2002-2003.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 4. Voor de academiejaren 1996-1997 tot 2001-2002, onverminderd de bepalingen van de artikelen 31 tot 35 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 betreffende de regeling van de universitaire studies en de academische graden, worden geacht te voldoen aan de vorm en het model bepaald door de Minister, de diploma's die uitgereikt zouden zijn geweest overeenkomstig het reglement van de examens van universitaire instellingen.

Brussel, 28 juni 2002.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS



F. 2002 — 4254

[S — C — 2002/29532]

19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2002 rendant obligatoire la décision du 2 mars 2000 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel relative à son règlement d'ordre intérieur

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française tel que modifié par les décrets des 27 octobre 1997, 17 juillet 1998, 8 février 1999, notamment l'article 172;

Vu la demande de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel;

Sur proposition du Ministre chargé de la Fonction publique;

Vu la délibération du gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 2 mars 2000 de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre confessionnel relative à son règlement d'ordre intérieur et libellée comme suit :

« CHAPITRE I^{er}. — *Institution - siège*

Article 1^{er}. Par arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 (*Moniteur belge* du 8 avril 1999) est instituée la commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel compétente pour les Hautes Ecoles de l'enseignement libre confessionnel.

Sa compétence s'étend aux Pouvoirs Organisateurs et aux membres du personnel soumis au décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles de l'enseignement libre confessionnel.

Art. 2. Le siège de la commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de la Communauté française, boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles.

Toutefois, en cas de nécessité, les réunions peuvent se tenir en dehors du siège de la commission paritaire.

CHAPITRE II. — *Missions*

Art. 3. La Commission paritaire a pour missions :

- a) de délibérer sur les conditions générales de travail;
- b) d'établir des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 24 juillet 1997 et du décret du 25 juillet 1996, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement de la Communauté française;
- c) de suivre l'évolution du droit social et d'y adapter les règles complémentaires.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. La Commission paritaire est composée de :

- a) un président et un vice-président;
- b) un référendaire;
- c) un secrétaire et un secrétaire adjoint;
- d) 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel;
- e) 11 membres effectifs et 11 membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel, affiliées à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1999 publié au *Moniteur belge* du 9 octobre 1999.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq années. Le premier mandat a pris cours le 10 juin 1999 et prendra fin le 9 juin 2004.

Le mandat des membres prend fin :

- a) en cas de démission;
- b) lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement,
- c) en cas de décès.

Lorsqu'une organisation demande au Ministre compétent le remplacement d'un membre effectif ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel.

Art. 5. Les membres de la commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques. Le nombre de ces conseillers techniques s'élève à huit personnes.

Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations d'employeurs est fixé à 4.

Le nombre de conseillers techniques qui pourra être délégué par les organisations syndicales est fixé à 2 pour la C.S.C et 1 pour chacune des autres organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein de la commission.

Pour l'application du présent article, on entend « organisation représentative des travailleurs » les confédérations syndicales auxquelles sont affiliées les organisations siégeant au sein de la commission.

Les conseillers techniques ne disposent pas du droit de parole au cours des réunions plénières de la commission paritaire en ce qui concerne les points à l'ordre du jour qui ont fait l'objet d'un examen préalable au sein d'un groupe de travail.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

A. REUNIONS

Art. 6. La commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

Les questions soumises par les organisations sont traitées dans les trente jours à dater de leur réception par le Président. En cas d'urgence dûment justifiée, ce délai est réduit à quinze jours.

Pour l'application du présent article, on entend par « être traitées » le fait que les questions soient inscrites à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire.

Art. 7. Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

En début de réunion, chaque membre peut proposer de modifier l'ordre du jour. Les modifications de l'ordre du jour doivent être adoptées à l'unanimité.

Lorsque la modification de l'ordre du jour a pour conséquence l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour, les dispositions de l'article 6, alinéa 2, du présent règlement d'ordre intérieur sont d'application.

Art. 8. Les membres sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de la note explicative visée à l'article 6 et de toute la documentation relative à l'ordre du jour. Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins dix jours avant la date de la réunion.

Art. 9. Le membre effectif empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

Art. 10. La commission ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les employeurs et la moitié au moins des membres effectifs ou suppléants représentant les travailleurs sont présents.

Si la condition visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion sera convoquée et elle délibérera valablement quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part les employeurs et d'autre part les travailleurs sur les points inscrits à l'ordre du jour de la séance précédente.

Les membres suppléants ne peuvent siéger qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Art. 11. Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la commission. Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents. Le président veille à la transmission des décisions de la commission paritaire au membre du Gouvernement de la Communauté française compétent pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1er du présent règlement d'ordre intérieur ainsi, s'il échet, qu'aux parties concernées.

Lorsque la commission paritaire prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la commission paritaire dans les plus brefs délais et au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Ministre en application de l'article 177 (refus de la force obligatoire) du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles de l'enseignement libre confessionnel.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Ministre lorsque le Gouvernement de la Communauté française donne force obligatoire à une décision.

Art. 12. Le secrétaire ou le secrétaire adjoint assiste aux réunions de la commission.

Le référendaire assiste aux réunions de la Commission paritaire lorsqu'il l'estime opportun ainsi qu'à la demande de la commission se prononçant à la majorité des voix des membres présents ou à la demande du président.

Le référendaire émet d'initiative ou à la demande de la commission se prononçant à la majorité des voix ou à la demande du président un avis sur toute question portée à l'ordre du jour de la commission ou d'un groupe de travail de la commission.

L'avis émis par le référendaire est consigné dans un document.

Art. 13. Les réunions de la commission ne sont pas publiques.

B. PROCES-VERBAL DES REUNIONS

Art. 14. Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion. Le procès-verbal mentionne :

- a) la dénomination de l'organe paritaire;
- b) le lieu et date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;
- c) le nom des membres présents, excusés ou absents et l'organisation qui a présenté ces membres;
- d) le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;
- e) les points portés à l'ordre du jour;
- f) la constatation par le président que les conditions pour délibérer valablement sont réunies.

Le procès-verbal doit être le compte rendu fidèle et détaillé et reprendre point par point les conclusions arrêtées.

En annexe du procès-verbal de la réunion, sont repris les documents :

- a) distribués en séance,

b) ayant fait l'objet d'une discussion en séance;

c) reprenant les décisions, avis, propositions et autres actes de la commission arrêtés au cours de la discussion.

Art. 15. Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans le délai de huit jours.

Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet, via le secrétaire, dans un second délai de huit jours aux membres effectifs et suppléants.

Art. 16. A défaut de demande de rectification adressée par écrit au président dans les huit jours de la réception, du procès-verbal, celui-ci est considéré comme étant approuvé provisoirement par la commission paritaire.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion.

Dans tous les cas, l'approbation définitive du procès-verbal a lieu au début de la séance suivante de la commission paritaire.

Art. 17. Sauf si la commission en décide autrement, les procès-verbaux des réunions ne sont pas communiqués à des tiers.

C. DECISIONS ET AUTRES ACTES DE LA COMMISSION

Art. 18. Les avis, propositions, demandes ainsi que les autres actes de la commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

Art. 19. Les décisions prises au sein de la commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française à la demande de la commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Le président informe la Commission paritaire, au plus tard pendant la séance suivante, de la demande lui adressée, a posteriori, par une organisation de demander au Gouvernement de la Communauté française de donner force obligatoire à une décision de la Commission paritaire.

D. AUTRES ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT DU VICE-PRESIDENT ET DU SECRETAIRE

Art. 20. Le président représente la commission dans les rapports de celle-ci avec des tiers.

Il signe la correspondance de la commission. Il ne peut déléguer ce pouvoir au secrétaire.

Art. 21. En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

Art. 22. Le secrétaire et le secrétaire adjoint remplissent leur mission sous l'autorité et la direction du président.

E. CONSTITUTION DE GROUPES DE TRAVAIL

Art. 23. La commission peut constituer des groupes de travail à l'effet d'étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine.

Lorsque la commission décide de créer un groupe de travail, la composition de celui-ci est de 5 membres représentant les employeurs et de 5 membres représentant les travailleurs.

La répartition des membres représentant les travailleurs est de 3 C.S.C, 1 F.G.T.B et 1 C.G.S.L.B.

Les membres peuvent en outre s'adjoindre des conseillers techniques dont le nombre et la répartition sont conformes aux dispositions de l'article 5 du présent règlement d'ordre intérieur.

Le président et le secrétaire ou le secrétaire adjoint participent aux réunions des groupes de travail.

Le référendaire peut assister aux réunions des groupes de travail.

Les dispositions du présent règlement relatives aux tâches et compétences du président, du secrétaire, du secrétaire adjoint ainsi que du référendaire s'appliquent lors des réunions des groupes de travail.

Seuls les membres effectifs ou suppléants participant aux réunions de groupes de travail peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacement prévu par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 instituant la commission paritaire.

Les conclusions des études des groupes de travail sont transmises à la Commission paritaire dans les meilleurs délais.

CHAPITRE V. — *Frais de fonctionnement et frais de déplacement*

Art. 24. Les frais de fonctionnement de la Commission paritaire sont à charge de la Communauté française.

Art. 25. Pour l'application de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998, le trajet pris en considération pour le calcul des frais de déplacement est le trajet entre le domicile et le lieu de la réunion.

CHAPITRE VI. — *Modification du règlement d'ordre intérieur*

Art. 26. Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour.

Pour autant que le présent règlement d'ordre intérieur ait reçu force obligatoire par décision du Gouvernement de la Communauté française, toute modification ultérieure sera soumise à l'approbation du dit Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

A. CORRESPONDANCE ET ARCHIVES

Art. 27. Toute la correspondance relative à la Commission paritaire doit être adressée au président de la Commission paritaire centrale de l'enseignement supérieur non universitaire libre de caractère confessionnel, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Art. 28. Les archives de la commission sont conservées par le service désigné par le secrétaire général du Ministère de la Communauté française.

B. DEPOT DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Art. 29. Le présent règlement d'ordre intérieur est déposé au service désigné en application de l'article 28 du présent règlement d'ordre intérieur.

C. APPROBATION DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Art. 30. Conformément aux dispositions de l'article 172 du décret du 24 juillet 1997, le présent règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

D. ENTREE EN VIGUEUR

Art. 31. Sous réserve de son approbation par le Gouvernement de la Communauté française, le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 2 mars 2000. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre qui a dans ses attributions le statut des membres du personnel de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 19 septembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

—————
VERTALING

N. 2002 — 4254

[C — 2002/2 9532]

19 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de toepassing van de beslissing van 2 maart 2000 van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs betreffende haar huishoudelijk reglement, bindend wordt verklaard

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij de decreten van 27 oktober 1997, 17 juli 1998, 8 februari 1999, inzonderheid op artikel 172;

Gelet op de aanvraag vanwege de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs;

Op de voordracht van de Minister belast met Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschap van 19 september 2002,

Besluit :

Artikel 1. De beslissing van 2 maart 2000 van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs betreffende haar huishoudelijk reglement, wordt bindend verklaard en luidt als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Instelling – zetel*

Artikel 1. Bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 8 april 1999) wordt de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs bevoegd voor de Hogescholen van het confessioneel vrij onderwijs, ingesteld.

De bevoegdheid van de Paritaire Commissie is van toepassing op de inrichtende machten en de personeelsleden onderworpen aan het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de Hogescholen van het confessioneel vrij onderwijs.

Art. 2. De zetel van de commissie is gevestigd te Brussel, in de lokalen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, Leopold II-laan 44, 1080 Brussel.

De vergaderingen kunnen evenwel, zo nodig, plaatshebben buiten de zetel van de paritaire commissie.

HOOFDSTUK II. — *Opdracht*

Art. 3. De paritaire commissie heeft als opdracht :

- a) te beraadslagen over de algemene arbeidsvoorwaarden;
- b) de regels vast te stellen die de statutaire bepalingen aanvullen van het decreet van 24 juli 1997 en het decreet van 25 juli 1996, hetzij op eigen initiatief, hetzij op de aanvraag van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- c) de evolutie te volgen van het sociaal recht en de aanvullende regels er aan te passen.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Paritaire Commissie is samengesteld uit :

- a) een voorzitter en een ondervoorzitter;
- b) een referendaris;
- c) een secretaris en een adjunct-secretaris;
- d) elf werkende leden en elf plaatsvervangende leden die de inrichtende machten in het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs vertegenwoordigen;
- e) elf werkende leden en elf plaatsvervangende leden die de representatieve organisaties van de personeelsleden van het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs vertegenwoordigen, aangesloten bij een vakvereniging vertegenwoordigd binnen de Nationale Arbeidsraad.

De voorzitter, de ondervoorzitter, de referendaris, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden van de commissie zijn de eerste keer benoemd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1999 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 oktober 1999.

De leden worden voor 5 jaar benoemd. Het eerste mandaat is begonnen op 10 juni 1999 en zal eindigen op 9 juni 2004.

Het mandaat van de leden loopt ten einde :

- 1° bij ontslagneming;
- 2° wanneer de organisatie die het betrokken lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt;
- 3° bij overlijden.

Wanneer een organisatie aan de bevoegde Minister vraagt om een werkend of plaatsvervangend lid te vervangen, brengt zij een kopie van deze aanvraag om vervanging over aan de voorzitter van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs.

Art. 5. De leden van de commissie mogen bijgestaan worden door technische adviseurs. Het aantal technische adviseurs bedraagt acht personen.

Het aantal technische adviseurs die door de werknemersorganisaties zullen mogen worden afgevaardigd, wordt vastgelegd op 4.

Het aantal technische adviseurs die door de vakverenigingen zullen mogen worden afgevaardigd, wordt vastgelegd op 2 voor de C.S.C. en op 1 voor alle andere representatieve werknemersorganisaties die binnen de Commissie zetelen.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder «representatieve werknemersorganisatie» de syndicale confederaties waarbij de organisaties die binnen de commissie zetelen, aangesloten zijn.

De technische adviseurs hebben het recht niet het woord te voeren gedurende de plenaire vergaderingen van de paritaire commissie betreffende de punten op de agenda die voorafgaandelijk binnen een werkgroep aan een examen zijn onderworpen.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

A. VERGADERINGEN

Art. 6. De Commissie komt bijeen op initiatief van de voorzitter of op aanvraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Deze aanvraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te zien verschijnen en gaat samen met een verklarende aantekening en alle nodige documentatie.

De vragen van de organisatie worden binnen de dertig dagen na hun ontvangst door de Voorzitter behandeld. Bij behoorlijk bewezen dringende noodzakelijkheid, wordt deze termijn beperkt tot veertien dagen.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder « behandeld worden » het feit dat de vragen op de agenda verschijnen van een vergadering van de Paritaire Commissie.

Art. 7. De voorzitter stelt de datum vast van de vergadering en bepaalt de agenda.

In het begin van de vergadering mag elk lid voorstellen de agenda te wijzigen. De wijzigingen van de agenda moeten unaniem worden aangenomen.

Wanneer de wijziging van de agenda als resultaat de inschrijving heeft van een nieuw punt op de agenda, zijn de bepalingen van artikel 6 lid 2 van dit huishoudelijk reglement van toepassing.

Art. 8. De leden worden opgeroepen door de voorzitter. De oproeping bepaalt de datum, de plaats en agenda van de vergadering en gaat samen met de verklarende aantekening bepaald in artikel 6 en met alle documentatie betreffende de agenda.

Ze wordt aan de werkende en plaatsvervangende leden alsmede aan de referendaris ten minste 10 dagen voor de datum van de vergadering gericht.

Art. 9. Het verhinderd werkend lid zorgt zelf voor de plaatsvervangende.

Wanneer een plaatsvervangend lid een werkend lid vervangt, brengt hij de voorzitter ervan op de hoogte van bij de opening van de zitting.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie ten laatste in het begin van de zitting geïnformeerd over hun aanwezigheid door een lid van de Paritaire Commissie.

Art. 10. De Commissie beraadslaagt en beslist slechts gelidig als minstens de helft van de werkende of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en minstens de helft van de werkende of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien aan de in het vorig lid bedoelde vereiste niet wordt voldaan, zal een nieuwe vergadering bijeenkomen en zal ze geldig beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige leden die enerzijds de werkgevers en anderzijds de werknemers vertegenwoordigen voor de punten op de agenda van de vorige vergadering.

De plaatsvervangende leden mogen slechts zetelen als plaatsvervangers van de verhinderde werkende leden.

Art. 11. De voorzitter kijkt na of aan de voorwaarden voor de geldige beraadslaging voldaan is.

Hij leidt de debatten en zorgt voor het goede verloop van de commissie.

De beslissingen worden unaniem genomen door de aanwezige leden.

De voorzitter zorgt voor de overbrenging van de beslissingen van de paritaire commissie aan het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit huishoudelijk reglement alsmede, in voorkomend geval, aan de betrokken partijen.

Wanneer de paritaire commissie een beslissing neemt, bepaalt zij of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap haar bindende kracht verleent of niet.

De voorzitter informeert de paritaire commissie zo vlug mogelijk en ten laatste op de volgende vergadering over de mededeling die hem door de Minister gericht wordt bij toepassing van artikel 177 (weigering van verlening van bindende kracht) van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van de hogescholen van het confessioneel vrij onderwijs.

Hij informeert eveneens de leden over de bekendmaking die hem door de Minister wordt geadresseerd wanneer de Regering van de Franse Gemeenschap een beslissing een bindende kracht verleent.

Art. 12. De Secretaris of de adjunct-secretaris wonen de vergaderingen van de commissie bij.

De referendaris woont de vergaderingen van de paritaire commissie bij wanneer hij dit als nuttig beschouwt alsook op aanvraag van de commissie die zich met de meerderheid van stemmen van de aanwezige leden uitspreekt of op aanvraag van de voorzitter.

De referendaris geeft op eigen initiatief of op de aanvraag van de commissie die zich uitspreekt met de meerderheid van stemmen of op de aanvraag van de voorzitter, een advies over elke vraag op de agenda van de commissie of van een werkgroep van de commissie.

Het advies gegeven door de referendaris wordt in een document bewaard.

Art. 13. De vergaderingen van de commissie zijn niet openbaar.

B. NOTULEN VAN DE VERGADERINGEN

Art. 14. De secretaris stelt de notulen op van elke vergadering.

De notulen vermelden :

- a) de benaming van het paritair orgaan;
 - b) de plaats en datum van de vergadering, de openings- en sluitingsuren;
 - c) de naam van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden voorgedragen heeft;
 - d) de naam van de plaatsvervangende leden die de verhinderde werkende leden vertegenwoordigen;
 - e) de punten op de agenda;
 - f) de vaststelling door de voorzitter dat aan de voorwaarden om geldig te beraadslagen en beslissen, is voldaan.
- De notulen moeten de getrouwe en nauwkeurige weergave zijn van de genomen beslissingen.

Als bijlage bij de notulen van de vergadering worden de documenten opgenomen :

- a) die tijdens de vergadering uitgedeeld zijn;
- b) die tijdens de vergadering besproken zijn;
- c) die de beslissingen, de adviezen, de voorstellen en andere akten van de commissie opnemen die opgemaakt zijn tijdens de bespreking.

Art. 15. De secretaris draagt de notulen over aan de voorzitter binnen de acht dagen.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering die hij via de secretaris binnen de acht dagen aan de werkende en plaatsvervangende leden verzendt.

Art. 16. Bij gebrek aan een aanvraag om rechtzetting schriftelijk aan de voorzitter gericht binnen de acht dagen na de ontvangst van de notulen, worden deze geacht voorlopig goedgekeurd te zijn door de Paritaire Commissie.

De voorzitter legt voor goedkeuring de aanvraag om rechtzetting voor aan de leden die aan de vergadering hebben deelgenomen.

In ieder geval heeft de definitieve goedkeuring van de notulen plaats in het begin van de volgende vergadering van de paritaire commissie.

Art. 17. Tenzij de Commissie er anders over beslist, worden de notulen van de vergaderingen niet aan derden meegegeeld.

C. BESLISSINGEN EN ANDERE AKTEN VAN DE COMMISSIE

Art. 18. De adviezen, voorstellen, aanvragen alsmede alle andere akten van de commissie worden goedgekeurd gedurende de vergadering waarop ze werden geformuleerd, genomen of vastgesteld en zijn allemaal aparte documenten die zich als bijlage bij de notulen van de vergadering bevinden.

Art. 19. De beslissingen die genomen zijn binnen de Commissie mogen bindend worden verklaard door de Regering van de Franse Gemeenschap op aanvraag van de commissie of een organisatie die binnen deze vertegenwoordigd is.

De voorzitter informeert de Paritaire Commissie, ten laatste tijdens de volgende vergadering, over de aanvraag die aan hem nadien door een organisatie gericht is, om aan de Regering van de Franse Gemeenschap te vragen een beslissing van de Paritaire Commissie bindende kracht te verlenen.

D. ANDERE BEVOEGDHEDEN VAN DE VOORZITTER, DE ONDERVOORZITTER EN DE SECRETARIS

Art. 20. De voorzitter vertegenwoordigt de commissie in de betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de commissie.

Hij kan die bevoegdheid aan de secretaris delegeren.

Art. 21. Bij afwezigheid van de voorzitter, vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheden als de voorzitter uit.

Art. 22. De secretaris en de adjunct-secretaris vervullen hun opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

E. OPRICHTING VAN WERKGROEPEN

Art. 23. De Commissie kan werkgroepen oprichten om bepaalde problemen te onderzoeken die zij bepaalt.

Wanneer de Commissie beslist om een werkgroep op te richten, bestaat deze uit 5 leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 5 leden die de werknemers vertegenwoordigen.

De verdeling van de leden die de werknemers vertegenwoordigen is de volgende : 3 C.S.C., 1 F.G.T.B. en 1 C.G.S.L.B.

De leden mogen daarenboven bijgestaan worden door technische adviseurs waarvan het aantal en de verdeling beantwoorden aan de bepalingen van artikel 5 van dit huishoudelijk reglement.

De voorzitter en de secretaris of de adjunct-secretaris wonen de vergaderingen van de werkgroepen bij.

De referendaris mag de vergaderingen van de werkgroepen bijwonen.

De bepalingen van dit reglement betreffende de taken en bevoegdheden van de Voorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris alsook de referendaris zijn van toepassing bij de vergaderingen van de werkgroepen.

Slechts de werkende of plaatsvervangende leden die de vergaderingen van de werkgroepen bijwonen, mogen vragen om terugbetaald te worden voor de reiskosten bepaald bij artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 tot oprichting van de Paritaire Commissie.

De besluiten van de onderzoeken van de werkgroepen worden onverwijld aan de Paritaire Commissie overgebracht.

HOOFDSTUK V. — *Werkingskosten en reiskosten*

Art. 24. De werkingskosten van de Paritaire Commissie zijn ten laste van de Franse Gemeenschap.

Art. 25. Voor de toepassing van artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 is de voor de berekening van de reiskosten in acht genomen reis, de reis tussen de woonplaats en de plaats van de vergadering.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

Art. 26. Dit huishoudelijk reglement kan gewijzigd worden bij beslissing van de Commissie als de voorgedragen wijzigingen niet afwijken van de wetgeving en op de agenda verschijnen.

Voorzover dit huishoudelijk reglement bindend verklaard wordt bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap zal elke latere wijziging onderworpen zijn aan de goedkeuring van deze Regering.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

A. BRIEFWISSELING EN ARCHIEF

Art. 27. Elke briefwisseling betreffende de Paritaire Commissie moet gericht worden aan de Voorzitter van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij niet-universitair hoger onderwijs, Belliardstraat 51, te 1040 Brussel.

Art. 28. Het archief van de Commissie wordt bewaard door de dienst aangesteld door de Secretaris-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

B. NEERLEGGING VAN HET HUISHOUELIJK REGLEMENT

Art. 29. Dit huishoudelijk reglement wordt bij de dienst neergelegd, die aangesteld is bij toepassing van artikel 28 van dit huishoudelijk reglement.

C. GOEDKEURING VAN HET HUISHOUELIJK REGLEMENT

Art. 30. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 172 van het decreet van 24 juli 1997, wordt dit huishoudelijk reglement onderworpen aan de goedkeuring van de Regering van de Franse Gemeenschap.

D. INWERKINGTREDING

Art. 31. Onder voorbehoud van zijn goedkeuring door de Regering van de Franse Gemeenschap, treedt dit huishoudelijk reglement in werking op 2 maart 2000. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het onderwijspersoneel behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE



F. 2002 — 4255

[S — C — 2002/29548]

19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le modèle du rapport d'inspection concernant le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 65 tel qu'il a été remplacé par le décret du 31 janvier 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1980 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, nommé à titre définitif;

Vu le protocole de négociation du Comité de négociation de Secteur IX du 6 septembre 2002;

Sur la proposition du Ministre ayant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions et du Ministre ayant les centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Le rapport d'inspection concernant le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, nommé à titre définitif, est fixé selon le modèle annexé au présent arrêté.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 23 juin 1980 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant le membre du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, nommé à titre définitif, est abrogé.

Art. 3. Le Ministre ayant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 septembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE